

PSE

SOCIALISTES &
DÉMOCRATES

**PARTI SOCIALISTE EUROPÉEN
LISBONNE, 7-8 DÉCEMBRE 2018**

JUSTE

LIBRE

DURABLE

**L'Europe progressiste
que nous voulons**

DES RÉOLUTIONS



www.pes.eu
www.facebook.com/PES.PSE
www.twitter.com/PES_PSE

#ProgressiveEurope

SOCIÉTÉS ÉGALITAIRES:

Des politiques d'asile et de migration justes et progressistes qui bénéficient à tous

La migration représente à la fois une chance et un défi pour l'Union européenne (UE), mais il lui est impossible de saisir correctement cette chance et de répondre efficacement à ce défi si elle n'agit pas à l'unisson. Les problèmes fondamentaux qui poussent les populations à quitter leur pays doivent être réglés, des recours juridiques efficaces doivent être créés et la question de l'immigration illégale doit être traitée. La lutte contre le passage de clandestins et le trafic de personnes doit être intensifiée et nous devons renforcer les efforts et les investissements visant à intégrer à nos sociétés ces réfugiés et les autres migrants qui ont le droit de rester. La migration est un problème mondial qui nécessite une approche multilatérale à de multiples niveaux. Nous devons donner à la migration une image positive. Le PSE se prononce en faveur d'une meilleure gestion de la migration afin de **changer la migration désordonnée en une migration ordonnée**.

À l'heure actuelle, peu de sujets portent autant à division que la migration. Mais lorsque celle-ci est bien gérée, elle peut profiter à tous. En tant que socialistes et démocrates, nous sommes en faveur de politiques progressistes en matière d'asile et de migration, qui protègent les vies humaines et les droits de l'homme et aident les personnes qui fuient la violence et les conditions de vie insoutenables. Nous nous attaquons aux causes fondamentales qui poussent les populations à quitter leur pays d'origine, telles que les violations des droits de l'homme, les inégalités, la pauvreté, le manque de perspectives, les conflits et les changements climatiques. Nous soutenons les initiatives prônant une migration légale et gérée, nous nous attaquons à la question de la migration illégale et nous défendons avec acharnement la mise en place de politiques d'intégration efficaces. L'unilatéralisme et la rhétorique inflammatoire ne sont pas des réponses à la crise migratoire. Le PSE prône une réponse commune face à une chance et à un défi communs. Par conséquent, dans la gestion de la migration, nous nous

devons de défendre nos valeurs fondamentales. Notre manière de gérer cette question définira, d'un côté, le droit des populations à se déplacer et à mener une vie décente et, d'un autre côté, la stabilité, la sécurité et la cohésion des communautés hôtes. Il est dès lors crucial **que les politiques de migration et d'intégration soient avant tout fondées sur l'humanité et la solidarité envers les réfugiés, les autres migrants et les communautés hôtes**.

La migration s'inscrit dans l'histoire humaine et peut être un moteur essentiel de l'innovation, mais elle résulte également de plus en plus **d'inégalités politiques, économiques, sociales et entre les genres** à l'échelle de la planète. Les changements climatiques renforcent encore les inégalités. Le développement inégal entre les différentes régions du monde, la distribution de plus en plus irrégulière des richesses, les conflits, les persécutions, les violations flagrantes des droits humains, les changements climatiques, les évolutions démographiques et le manque de perspectives d'avenir poussent les populations à quitter leur maison pour chercher ailleurs une autre vie. Cette ultime raison encourage également un important nombre de travailleurs et d'employés qualifiés d'Afrique du Nord et des Balkans occidentaux à quitter leur pays.

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés estime à plus de 65 millions le nombre de réfugiés, de demandeurs d'asile et de personnes déplacées dans le monde. La grande majorité d'entre eux ne migrent pas vers l'Union européenne (UE). Il y a plus de personnes qui se déplacent au sein de l'Afrique qu'en direction de l'Europe. Plus de 80 % des réfugiés dans le monde sont accueillis dans la proximité de leurs pays d'origine, dans les régions au revenu et à la croissance faibles. Ensemble, nous soutenons ces pays afin de garantir aux réfugiés une vie sûre, dans des conditions humaines et décentes. La migration englobe de multiples composantes, à l'échelle mondiale, natio-

nale et locale. **La migration et le développement doivent être considérés comme des variables interconnectées et leur relation mutuelle doit être traitée d'un point de vue multidimensionnel**, tenant compte des facteurs économiques, politiques, sociaux, environnementaux, culturels, ethniques, sexuels, géographiques et démographiques.

Le nombre de demandeurs d'asile, d'autres migrants et de migrants irréguliers entrant dans l'UE a atteint des niveaux élevés en 2015. Plus d'un million de réfugiés et d'autres migrants ont franchi les frontières de l'UE en 2015, et ce nombre n'a pas beaucoup faibli en 2016 et en 2017. Seuls certains pays ont dû gérer la plupart des personnes qui sont arrivées et se sont installées. Compte tenu de leur exposition, les États membres que sont l'Italie, la Grèce et l'Espagne, à l'instar de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Suède, ont assumé en grande majorité cette responsabilité, tandis que d'autres refusent d'apporter une aide suffisante. L'Espagne est récemment devenue la principale destination des itinéraires empruntés par les migrants vers l'UE. Cette situation a créé des divisions au sein d'une Union européenne qui se demandait comment gérer au mieux la relocalisation des nouveaux arrivants. Cette conjoncture est inacceptable dans une Europe démocratique et la famille du PSE demande à ce que les responsabilités relatives aux politiques d'accueil des réfugiés soient partagées de manière équitable entre les pays de l'UE en accord avec les accords et les lois internationales et européennes. Nous plaidons contre la criminalisation de l'aide humanitaire apportée aux migrants et aux réfugiés. En 2018, le nombre de personnes tentant d'entrer dans l'Union européenne a diminué sensiblement par rapport à 2015. Toutefois, il nous faut reconnaître que la migration dans le monde reste en augmentation et l'Union européenne participe à cette évolution.

Nos politiques sont guidées par **le droit international et les droits humains**. Le PSE défend fermement le droit d'asile. Les populations dans le besoin méritent notre soutien. Toutefois, le système actuel doit clairement être amélioré. C'est pourquoi nous proposons d'aller plus loin que le processus de réforme actuel dirigé par la Commission en vue

de créer une agence indépendante d'asile commun qui garantirait le droit d'asile.

Changer la migration désordonnée en une migration ordonnée

Pour l'instant, rares sont les canaux légaux permettant de s'installer dans l'UE pour les migrants qui ne sont ni réfugiés, ni demandeurs d'asile. Cela signifie que de nombreux migrants qui arrivent dans l'UE aujourd'hui sollicitent l'asile, qu'ils considèrent comme leur unique recours. Parmi ces personnes se trouvent des populations dont la demande n'est pas suffisamment fondée pour remplir les critères stricts ouvrant le statut de réfugié ou donnant un droit individuel d'asile. Le système est ainsi surchargé et les procédures d'asile deviennent extrêmement longues.

L'absence de voies d'immigration légales est à l'origine du passage de clandestins et de la traite des êtres humains. Des personnes désespérées paient des milliers d'euros pour atteindre l'UE à ceux qui essaient de tirer profit de la misère et de la tragédie humaines. Les passeurs d'êtres humains envoient les migrants traverser la Méditerranée, sans nourriture ni protection, sur des bateaux qui ne sont pas en état de naviguer, les mettant ainsi en danger de mort ou les exposant à des actes de violence. La migration irrégulière doit être arrêtée. Elle s'avère souvent fatale pour les personnes qui la pratiquent et n'est pas juste pour les communautés qui se trouvent au bout du parcours. Voilà pourquoi le PSE défend l'objectif de **transformer une migration désordonnée en migration ordonnée**.

Créer des filières légales, lutter contre la traite d'êtres humains et la migration irrégulière

Nous devons **créer des filières légales plus efficaces et gérer la migration** de manière à faciliter l'accès aux mécanismes de protection tels que les visas humanitaires et les réinstallations, la possibilité d'une migration circulaire, les visas d'étudiant et les visas de travail saisonnier. Nous avons également besoin d'une politique d'immigration qui reflète l'évolution démographique mondiale,

les réalités des marchés du travail et les défis et opportunités du développement, et qui permettra le regroupement entre familles et partenaires. Cela permettra de raccourcir les procédures de demande d'asile et **donnera naissance à une migration sûre, ordonnée et régulière à nos frontières, tout en garantissant la sécurité.** Grâce à ces voies légales, les migrants auraient moins besoin de recourir à des trafiquants et à des passeurs impitoyables pour rejoindre nos côtes. Nous devrions donc intensifier nos efforts conjoints pour prévenir et combattre la traite des migrants et pour briser le modèle commercial des trafiquants. Néanmoins, ceux et celles qui n'ont pas le droit de rester dans l'UE, doivent retourner dans leur pays d'origine afin de garantir le bon fonctionnement et la légitimité des politiques d'asile et de migration de l'UE. Nous croyons en **une politique de retour humaine et digne**, qui respecte le principe de non-refoulement, en phase avec les exigences des droits fondamentaux. Placer les migrants et les demandeurs d'asile en détention devrait être considéré comme le dernier recours, à utiliser uniquement dans certaines circonstances strictement définies. L'UE a besoin d'une approche globale visant à réduire les incitations à la migration irrégulière et à garantir un système d'asile et de migration performant. Cette politique devrait être conçue et mise en œuvre en collaboration avec les pays d'origine. Par conséquent, la coopération avec les pays d'origine en vue du retour des demandeurs auxquels l'asile a été refusé ne peut avoir lieu qu'avec des États qui respectent pleinement le droit international des droits de l'homme.

Réforme du règlement Dublin – recherche solidarité

Les demandeurs d'asile et les autres migrants qui arrivent dans l'Union européenne sont trop souvent confrontés à des conditions inacceptables dans les centres d'accueil des États membres. Les conditions sont encore pires pour les femmes, les enfants, les personnes âgées et les membres de la communauté LGBTIQ. Le Régime d'asile européen commun (RAEC) actuel ne fonctionne pas correctement. **Une réforme du RAEC** est un premier pas important vers une politique d'asile européenne efficace, harmonisée, proportionnelle et progressiste, basée sur la solidarité, le partage équitable des responsabilités et le respect des droits humains fondamentaux. En conséquence, nous demandons instamment à tous les États membres d'appliquer les changements nécessaires à la réalisation de nos objectifs communs. Selon le règlement de Dublin, qui détermine l'État membre de l'UE responsable de l'examen d'une demande d'asile, il incombe au pays dans lequel un migrant arrive d'abord de traiter la demande d'asile. Cette mesure met une pression inacceptable sur les épaules des pays qui se trouvent aux frontières de l'UE. **Le règlement de Dublin doit être remanié en**

profondeur. Cette révision devrait aboutir à la création d'un système qui donne à l'asile une dimension réellement européenne.

Nous appelons l'ensemble des États membres et des institutions de l'UE à s'engager solennellement à réformer le cadre légal, à apporter une aide réelle à ceux qui, parmi eux, sont confrontés au plus grand nombre de réfugiés et de migrants, et à renforcer leurs efforts visant à appliquer les mécanismes de relocalisation et de réinstallation. Ces mécanismes reflètent les valeurs européennes fondamentales que sont la solidarité et la responsabilité, qui demandent à chaque État membre d'assumer une partie des responsabilités ou de se voir imposer une sanction financière. Sauver les êtres humains en mer est non seulement une obligation morale, mais également une obligation en vertu du droit international pour tous les navires naviguant sous la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Nous appelons à des actions partagées et complémentaires, impliquant notamment l'octroi de visas humanitaires, et à un accord juridiquement contraignant entre les États membres pour le débarquement des personnes sauvées lors d'opérations de recherche et de sauvetage dans les États membres. Lorsqu'un bateau arrive sur les côtes de Tarifa, de Lampedusa, de Malte ou de Lesbos, il n'entre pas dans un pays, mais dans l'Union européenne. **Le PSE défend une responsabilité européenne partagée, proportionnelle et régionale.** L'UE doit disposer d'un système d'asile durable fondé sur le principe de responsabilité proportionnelle pour les demandeurs d'asile. Faire partie de l'Union européenne implique des droits et des obligations. Des conséquences économiques doivent dès lors s'abattre sur les pays qui n'assument pas leur part de responsabilité. Un système de migration durable fondé sur le partage des responsabilités sera bénéfique à toute l'Europe.

Gérer nos frontières extérieures – une responsabilité partagée

Un partage des responsabilités s'impose également lorsqu'il s'agit de **gérer nos frontières extérieures.** Nous devons gérer ensemble notre frontière extérieure commune, dans le respect du droit international et des droits humains, dans le but de **garantir la liberté de circulation au sein de l'UE, de garantir la sécurité tant pour nos citoyens que pour les nouveaux arrivants**, de combattre les réseaux de traite d'êtres humains et de prévenir des morts. Ainsi, le PSE soutient le renforcement de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. Une gestion commune des frontières extérieures de l'UE ne sera ni suffisante, ni durable, si elle ne s'accompagne pas d'une politique européenne extérieure et migratoire globale permettant de s'attaquer aux causes des mouvements migratoires.

S'attaquer aux causes fondamentales de la migration et investir dans les perspectives d'avenir : partenariats pour la paix, la sécurité, la durabilité, l'emploi et l'autonomisation des femmes.

Nous devons offrir des solutions équitables à la montée des inégalités dans le monde, pour préserver la paix et la sécurité, promouvoir un bien-être social et économique pour tous et pour toutes et garantir l'égalité entre les hommes et les femmes. Le PSE appelle à la solidarité, à la fois dans l'Union européenne et à l'échelle mondiale. Avec l'ONU, nous nous engageons aux côtés de pays du monde entier et de la société dans son ensemble à conclure un accord multilatéral exhaustif sur l'asile et la migration, en vue de garantir une issue favorable à tous. Les partenariats relatifs à la migration doivent uniquement être passés avec des pays qui respectent la Convention des Nations unies relative au statut des réfugiés.

Il est nécessaire de combattre les causes profondes de la migration si l'on veut gérer le problème et permettre une politique de migration juste et réglementée dans l'UE. Le PSE estime que nous ne pouvons contrer les causes de la migration que par le biais d'un développement juste, équitable et robuste et de **partenariats** de compétences mondiaux avec les pays d'origine et de transit. Ensemble, nous pouvons **nous attaquer aux défis communs** — l'insécurité, la pauvreté, l'inégalité entre les sexes, la corruption et les changements climatiques — et **saisir les opportunités communes**. L'accent doit être mis sur le renforcement de la relation entre l'UE et l'Afrique en tant que partenaires égaux, de manière à promouvoir des possibilités économiques, la sécurité et la stabilité sur tout le continent. Si l'on veut combattre les inégalités, les politiques migratoires doivent s'accompagner de politiques justes en matière de relations extérieures, ainsi que de politiques sur le commerce équitable et une fiscalité équitable. En tant que PSE, nous ne privilégions pas que l'aide, mais également le commerce, nous ne nous focalisons pas uniquement sur l'assistance, mais également sur les investissements et sur l'instauration de politiques pour les « réfugiés climatiques » et pour la

lutte contre les changements climatiques. Ce sont la démocratie, les droits humains et la stabilité qui doivent définir toujours plus de pays et de régions dans le monde. Promouvoir une paix durable au-delà de nos frontières, voilà ce qui nous permettra de garantir notre propre sécurité.

Protéger les droits des enfants, des femmes, et des membres de la communauté LGBTIQ

La coopération et une responsabilité partagée entre tous les niveaux de gouvernance, du local au mondial, en passant par le régional, le national et l'euro-péen, sont indispensables pour garantir la sécurité et la protection des demandeurs d'asile et des migrants. Plus de 10 000 enfants migrants et réfugiés ont disparu en Europe ces dernières années. Des femmes et des membres de la communauté LGBTIQ ont été victimes de violences et de viols. Nous demandons que l'UE accorde une attention particulière à la nécessité d'**améliorer la sécurité et la sûreté des groupes les plus vulnérables parmi les migrants, comme les enfants, les femmes et les LGBTIQ**, y compris aux victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et de toutes les formes de violence sexiste, telles que les MGF et les mariages forcés ou d'enfants. Nous devons offrir protection, soins de santé, accès à l'éducation et soutien à tous les enfants migrants. Ceci implique de respecter leurs droits fondamentaux, d'agir dans l'intérêt suprême de l'enfant et de renforcer les procédures de regroupement familial, de relocalisation et de réinstallation. L'accent devrait être mis sur le bien-être des enfants passés par des centres d'accueil. Les enfants ne devraient jamais être détenus ou séparés de leurs familles.

Tous les groupes vulnérables tels que les enfants, les femmes et les LGBTIQ doivent être protégés contre tout type de violence, en particulier le harcèlement sexuel et le viol, dans les centres d'accueil et les autres lieux publics. Les victimes de violences, de traumatismes psychologiques, d'agressions sexuelles et de viols devraient avoir accès au système d'aide de l'État membre en charge de ces problèmes. Par ailleurs, du personnel spécialisé dans la lutte contre la violence et l'aide aux victimes devrait être présent

dans les centres d'accueil. Le statut de résident des femmes doit être indépendant de celui de leur mari afin de permettre aux femmes d'avoir un plein accès à toutes les mesures d'intégration telles que des cours de langue – accompagnés, si nécessaire, de services de puériculture – pour leur garantir autonomisation et accès au marché de l'emploi.

Arrêter le nivellement par le bas – lutter pour les droits de tous les travailleurs face à l'emploi irrégulier, à l'exploitation et au dumping social

Une migration correctement gérée, régulière, ordonnée et juste pourrait aider à renforcer l'économie, à créer de nouveaux emplois et à maintenir notre système d'aide sociale. Toutefois, la migration et l'intégration ont un coût. Tout d'abord, elles coûtent à de nombreux pays de départ qui se retrouvent privés d'un grand nombre de travailleurs et d'employés jeunes et/ou qualifiés. Cela entraîne des manques significatifs dans les services publics de base. Ensuite, en Europe, les coûts de la migration ne font pas l'objet d'une répartition équitable. Trop souvent ils se concentrent dans certains segments du marché du travail et dans des quartiers à bas revenus. Les nouveaux arrivants ne trouvent souvent de logement que dans des quartiers à bas revenus et tendent à occuper des emplois à bas salaires. Les femmes se retrouvent également trop souvent au bas de l'échelle et dans l'économie informelle. Nous devons veiller à ce que les bénéfices à long terme de la migration régulière soient distribués à ceux et celles qui en assument les coûts initiaux. Les tendances démographiques, la pression croissante sur les systèmes de soins de santé de l'UE et le manque de compétences chez les travailleurs constituent autant de défis pour nos sociétés. Une migration correctement gérée de la main-d'œuvre pourrait permettre d'entretenir notre système de sécurité sociale ainsi que la compétitivité de l'UE.

Les migrants en situation irrégulière sont souvent exposés à l'exploitation et à des emplois irréguliers. Il arrive trop souvent que les employeurs peu scrupuleux abusent de la migration irrégulière pour pousser vers le bas les salaires et les conditions de travail au niveau national. **Le PSE lutte pour les droits de tous les travailleurs, face à l'emploi irrégulier, à l'exploitation et au dumping social.** Migrants et travailleurs locaux ne peuvent être montés les uns contre les autres, puisque, dans les faits, ils se trouvent dans le même camp. Nous nous positionnons en faveur de l'inclusion, pour **une coalition étroite entre travailleurs locaux et migrants** œuvrant tous ensemble pour une meilleure économie, une sécurité sociale plus robuste et la non-discrimination par le biais de mesures garantissant l'égalité de salaires et une couverture sociale égale pour un même travail. L'inégalité, voilà le principal problème ! Les profits de notre économie doivent être distribués de manière

plus équitable entre la majorité, et non plus la petite minorité. **Les progrès doivent profiter à tout le monde** pour que nous puissions instaurer des sociétés plus justes, avec un accès au logement, à l'aide médicale et à l'enseignement pour tous les citoyens, d'ici ou d'ailleurs.

Investir dans l'intégration, investir dans les communautés locales

Une intégration fructueuse peut rendre nos sociétés plus prospères. Obtenir une éducation et trouver un emploi sont indispensables pour trouver sa place au sein de la société. **Nous soutenons un engagement mutuel des communautés d'accueil et des migrants vis-à-vis de leurs droits et obligations les uns envers les autres.** Nous devons éviter les sociétés « silo » et promouvoir des communautés vivantes au sein desquelles les habitants se rencontrent et interagissent, vont à l'école et travaillent ensemble.

Les collectivités locales et régionales, les organisations de la société civile et les syndicats, qui jouent un rôle central dans une intégration réussie, doivent être renforcées dans leur capacité d'agir. L'accès aux fonds de l'UE occupe une place essentielle dans le soutien de l'intégration des populations et le renforcement de la résilience de la communauté hôte. Nous proposons un fonds d'intégration européen auquel les autorités locales pourraient avoir directement recours et qui profiterait à la fois aux hôtes et aux réfugiés. Nous insistons auprès de l'UE pour qu'elle mette davantage de ressources à disposition afin de mettre en œuvre des politiques d'autonomisation des nouveaux arrivants, afin de les mettre en capacité de réaliser leur plein potentiel en tant que membres égaux de nos communautés et de favoriser la résilience des communautés hôtes. Nous encourageons les collectivités et les communautés locales à unir leurs forces pour coopérer de manière progressiste dans le domaine de l'intégration.

Dans la gestion de la migration, il nous incombe de défendre nos valeurs. L'Europe prospère lorsque nous nous unissons en nous fondant sur les **principes de solidarité, de respect, de responsabilité mutuelle, d'égalité des sexes et d'humanisme.**

En tant que Parti socialiste européen, nous luttons pour des sociétés égalitaires. Cette résolution est axée principalement sur nos priorités pour des politiques d'asile et de migration européennes progressistes. Elle complète les sept autres résolutions présentées à ce Congrès du PSE qui réaffirment notre engagement et préconisent une Europe sociale, une économie progressiste, l'autonomisation des jeunes, un environnement sain et une industrie moderne, une réelle égalité des sexes, un monde juste, des politiques progressistes en matière d'asile et de migration et une démocratie plus forte en Europe.



Austria SPÖ



Belgium PS



Belgium SPA



Bulgaria BSP



Croatia SDP



Cyprus EDEK



Czech Republic
CSSD



Denmark SD



Estonia SDE



Finland SDP



France PS



Germany SPD



Greece PASOK



Hungary MSZP



Ireland Labour



Italy PD
Partito Democratico



Italy PSI
Partito Socialista



Latvia Saskaņa



Lithuania LSDP



Luxembourg
LSAP



Malta Labour



Netherlands
PvdA



N.Ireland SDLP



Norway LP



Poland UNIA
PRACY



Poland SLD



Portugal PS



Romania PSD



Slovakia SMER



Slovenia SD



Spain PSOE



Sweden SAP



UK Labour

If you have any questions or comments about our work on inequalities,
please contact PES.Women@pes.eu

Follow us on www.facebook.com/pes.pse
and www.twitter.com/pes_pse.

Party of European Socialists (PES)

**10 – 12 Rue Guimard
1040 Brussels
Belgium**

**T +32 2 548 90 80
info@pes.eu
AISBL-BBCE-N 0897.208-032**

This publication received financial support of the European Parliament. Sole liability rests with the author and the European Parliament is not responsible for any use that may be made of the information contained therein. This Brochure was printed on a recycled paper with environmental safe water based inks.

December 2018